

Holding communal : les communes face à leurs responsabilités



Cédric du Monceau

Premier échevin d'Ottignies/Louvain-la-Neuve.

Ancien directeur à la Berd et consultant bancaire chez McKinsey.

► Ce serait un comble si, une fois de plus, on venait à sauver avec l'argent du contribuable ceux-là mêmes qui n'ont pas été prévoyants.

Il y a deux ans déjà, je m'étais insurgé, dans une carte blanche, non pas seulement contre l'augmentation de capital du Holding communal qui était malheureusement devenue indispensable, mais surtout contre la manière dont celle-ci se réalisait! C'est-à-dire sans proposition d'adaptation radicale d'une gouvernance qui avait montré sa myopie et son incapacité à faire face aux graves enjeux.

L'engagement du Holding communal était du type: "Ne vous inquiétez pas, on a appris de nos erreurs et maintenant nous allons diversifier." Vous vous imaginez: non seulement ils n'avaient pas réussi à gérer une situation de rente, mais en plus ils allaient diversifier en se lançant dans de nouveaux projets! Tout cela en s'engageant à rémunérer les communes à du 13! Comme quoi, même en matière de finances, les promesses n'engagent que ceux qui les font.

Aujourd'hui, on cherche à qui la faute? On veut trouver un "accusé, levez-vous!" mais personne ne remet le système de gouvernance en cause. Ne faudrait-il pas s'interroger sur la question de savoir pourquoi la quasi-totalité des communes wallonnes ont aveuglément suivi? Comme s'il y avait "une obligation" de participer alors qu'aucun changement structurel important n'avait été proposé.

Bref, le bon sens et la réalité ont du mal à émerger même, malheureusement, au niveau communal. C'était une fuite en avant. Alors à qui la faute?

Nul n'est besoin de chercher très loin. Car, en effet, il ne s'agit pas d'une faute personnelle, mais d'un rêve politique inachevé. En effet, comment rêver à moyen terme de développer une banque à dimension mondiale si on n'a pas parallèlement créé les conditions pour doter cette banque d'une assise territoriale dont la masse critique permet de soutenir cette ambition? Il était, en effet, illusoire de croire qu'une banque européenne puisse solidement grandir au-delà des frontières tant que la zone euro n'est pas dotée des moyens adéquats pour gérer sa monnaie unique.

Une monnaie (qui n'est après tout que du papier avec, certes, une effigie) n'a de valeur que parce que

le droit, l'Etat régalien lui confère une exclusivité d'échange et parce qu'il est perçu et valorisé par chacun d'entre nous. Deux conditions ne sont toutefois toujours pas réunies pour que l'euro remplisse pleinement son rôle de stabilité et de solidarité dans l'Union "stabilité" par une politique économique et étrangère commune et "solidarité" par un emprunt commun. Force est de constater que le dollar s'est imposé à l'intérieur des Etats-Unis au début du siècle lorsqu'il a fallu gérer un emprunt couvrant l'ensemble des Etats de l'Union. Ce qui força la "Federal Reserve" à s'imposer. Il a aussi fallu les deux guerres mondiales, et donc une politique étrangère commune, pour que le dollar s'impose comme monnaie internationale.

Pour en revenir à Dexia, il n'est donc pas étonnant, qu'ayant été, comme le dit le président d'alors, Monsieur Narmon, "poussé par les autorités belges à croître hors des frontières", notre pays soit aujourd'hui victime du conflit qui oppose le dollar à l'euro comme réserve internationale. L'euro n'a qu'une dizaine d'années, ce qui est bien peu de chose pour une monnaie. Toutefois, celle-ci a déjà gagné des parts de marché significatives en tant que monnaie de réserve dans le bilan des banques nationales des principaux pays de l'OCDE, et ce inévitablement au détriment du dollar. N'est-il pas étonnant qu'on découvre subitement que les ratios de dettes de certains pays européens semblent déplorablement alors ceux de la plupart des Etats des Etats-Unis ne sont pas meilleurs? De plus, l'Européen a un taux d'épargne nettement meilleur que l'Américain et, dès lors, une capacité interne d'emprunt bien plus stable.

Dexia paie, par malheur, aussi le fruit de cette gouvernance laxiste et non conséquente des actes fondateurs de l'euro. Les responsabilités sont donc essentiellement politiques et à un niveau double une gouvernance disparate au niveau belge et une zone euro sans pilote.

En ce qui concerne le holding, il faut mettre les communes face à leurs responsabilités et éviter de récompenser de mauvaises habitudes. Il y a déjà assez de holdings d'investissement au niveau régional et même provincial. Ce serait un comble si une fois de plus, on venait à sauver avec l'argent du contribuable ceux-là mêmes qui n'ont pas été prévoyants! Il nous faut utiliser toutes les maigres ressources encore disponibles pour développer les secteurs porteurs d'avenir et d'emplois.

"Ne faudrait-il pas s'interroger sur la question de savoir pourquoi la quasi-totalité des communes wallonnes ont aveuglément suivi?"

